

L'O.A.S

le pouvoir

et la gauche

Les attentats, les assassinats, les chantages et les vols de l'O.A.S. commencent à inquiéter l'opinion publique et à semer le trouble dans les esprits. On se demande jusqu'où peut aller cette organisation terroriste. Est-il vrai qu'elle peut frapper qui elle veut, quand elle veut, où elle veut ? Est-elle capable de s'attaquer sérieusement à ce qui nous reste de libertés après plusieurs années de régime personnel ? Quels sont ses objectifs réels ? Autant de questions qu'il est impossible d'esquiver.

L'O.A.S. est un produit de la guerre d'Algérie et de la décomposition de la domination coloniale française. Elle regroupe des gens d'origines diverses, Français d'Algérie, militaires de carrière, etc., qui ont en commun la volonté de s'opposer à l'évolution actuelle de la situation en France et en Algérie. Leur objectif essentiel est d'empêcher l'indépendance algérienne en imposant en France un nouveau pouvoir plus décidé à défendre ce qu'ils estiment être leurs intérêts essentiels. Il est fort vraisemblable que la plupart d'entre eux ne croient guère à l'intégration ou à l'Algérie française et sont prêts à se raccrocher à toutes les opérations de retardement du type partage ou regroupement sur les zones urbaines côtières, qui leur laisseraient de larges possibilités pour poursuivre la lutte contre le F.L.N. et le mouvement algérien de libération.

A priori, il paraît donc difficile de

caractériser l'O.A.S. comme un mouvement fasciste. Mais cette première impression, soigneusement entretenue par la presse du type « Aurore » ou « Parisien Libéré », est trompeuse. L'action de l'O.A.S. mène logiquement au fascisme. Sachant qu'elle ne peut compter sur aucun appui véritable dans les masses populaires qui sentent que cette guerre n'est pas leur guerre, cette dernière est en effet amenée à se tourner vers les couches les plus réactionnaires de la société française. Mais surtout le type de pouvoir nécessaire à la mise en œuvre de la politique ultra ne peut pas ne pas être autoritaire et même totalitaire, car il lui faudra tendre les énergies pour imposer un programme impopulaire, c'est-à-dire pratiquement museler toute opposition venant des syndicats et les partis de gauche. Tout ceci se manifeste d'ailleurs clairement dans les attaques actuelles de l'O.A.S. contre les militants et les locaux des organisations de gauche. Les tentatives d'intimidations actuelles ne font que préfigurer la terreur de demain, si on laissait faire les démocrates à la Salan ou à la Godard.

"L'ennemi " est à gauche

Jusqu'à présent, l'O.A.S. n'a pas encore réussi à se transformer en organisation politique de masse, mais elle a fort bien réussi à étendre son réseau de

complicités, y compris dans l'appareil d'Etat, armée, police, etc. Cela en soi est un phénomène suffisamment important pour que l'on s'interroge sur l'attitude de certains cercles des classes dominantes. La répugnance de l'armée à lutter contre le terrorisme ultra n'a rien de très étonnant : elle peut s'en servir comme moyen de chantage auprès du pouvoir gaulliste. L'attitude de la police, habituée depuis des années à considérer que l'ennemi principal est à gauche, n'a rien non plus qui puisse surprendre. L'attitude des grands industriels ou des hauts fonctionnaires qui financent ou qui protègent les commandos est apparemment plus difficile à expliquer. En fait, elle trouve son origine dans la crainte que leur inspirent les conséquences possibles de la décolonisation; perte de prestige et d'autorité du régime en France, dynamique révolutionnaire de l'Algérie indépendante avec ses répercussions probables dans toute l'Afrique. Sans être forcément en accord avec les buts de Salan, ils ne voient pas d'un mauvais œil le développement d'une force susceptible d'être utilisée contre les Algériens lors des négociations (thèse des négociations triangulaires F.L.N.-gouvernement français-O.A.S.) capable d'agir comme une force de frappe contre le mouvement ouvrier et la gauche. Si l'on pense en termes de pouvoir, il semble assez probable que ces milieux envisagent la possibilité de se servir de l'O.A.S. pour substituer au régime gaulliste un nouveau régime réactionnaire s'appuyant sur les élites traditionnelles du type Pinay et sur l'Armée. L'O.A.S. est en quelque sorte une carte de réserve pour une partie du grand capital.

Ménager les intérêts des classes dominantes

C'est dans ce contexte qu'il faut <situer> l'a mollesse et les hésitations

du régime gaulliste face à l'activité de l'O.A.S. Le pouvoir gaulliste, qui s'appuie essentiellement sur l'Armée, sur certains secteurs de la grande bourgeoisie et sur une grande partie de la technocratie d'Etat, ne peut pas ne pas partager les inquiétudes de ces milieux au fur et à mesure qu'approchent les échéances en Algérie. Il craint l'intervention des masses populaires dans cette crise, il cherche à ménager au maximum les intérêts des classes dominantes en France et en Algérie, tente de contenir la révolution algérienne dans les limites les plus étroites possibles. Il est donc tout à fait vain d'attendre de lui une lutte radicale contre l'activisme, c'est-à-dire une lutte qui soit basée sur la collaboration des classes populaires qui, elles, n'ont pas d'arrière-pensées en ce domaine. Il ne peut aller au-delà de l'emploi des moyens policiers de l'envoi de « barbouzes », car il ne veut absolument pas devenir prisonnier de la gauche. A cela, toutes les lamentations de J. Fauvet dans « le Monde », qui déplore le mépris du général pour les corps intermédiaires, ne changeront rien. On peut demander au pouvoir le plus réactionnaire depuis Pétain de se transformer en pouvoir démocratique, de lui-même.

Que la gauche contre-attaque

Aussi bien, face à la crise qui approche, la gauche ne doit-elle compter que sur ses propres forces. Elle doit même se persuader que pour beaucoup elle représente l'ennemi principal et qu'elle ne peut en aucun cas compter à priori sur la neutralité bienveillante du pouvoir qui n'a jamais toléré son action qu'étroitement canalisée et contrôlée. Il lui faut en fait s'attaquer aux racines du mal qui ronge notre pays depuis de trop nombreuses années : la guerre d'Algérie. Elle doit s'opposer à tous les attermoissements et se rendre compte que les manœuvres de retardement dureront

tant que l'indépendance algérienne ne sera pas pleine et entière. De ce point de vue elle doit comprendre — comme le P.S.U. l'a souligné — qu'une solidarité de fait lie notre lutte à la lutte de l'admirable peuple algérien pour son indépendance. Plus la défaite des courants réactionnaires sera complète en Algérie, moins ils auront la possibilité de faire prévaloir leurs vues en France.

En outre, malgré la prétention du pouvoir à régler les questions seul, la gauche doit dès maintenant faire le maximum pour étouffer l'activité de l'O.A.S. en repérant, en isolant et en mettant hors d'état de nuire ses agents et ses complices sur les lieux de travail et dans les quartiers. S'ils ont affaire à des

groupes d'autodéfense omniprésents et bien organisés, bénéficiant de la complicité des masses populaires, les tristes sires de l'O.A.S. ne pourront pas continuer longtemps leur sinistre besogne.

S'opposer aujourd'hui à l'O.A.S., c'est en fait préparer les conditions favorables à une contre-offensive de la gauche, et saper les bases d'un pouvoir personnel qui n'est fort que de notre faiblesse des capitulations répétées du mouvement ouvrier. La voie du redressement est ouverte, si nous le voulons.

J.-M. VINCENT.

Comment l'O.A.S. sera vaincue

L'ACTION de l'O.A.S. est déterminée par des officiers qui ont appartenu aux services psychologiques de l'armée.

Pour ces officiers, la conquête des masses et celle du pouvoir relèvent d'une « technique » qu'ils croient avoir apprise en Indochine, puis en Algérie.

De la lutte du peuple vietnamien et de celle du peuple algérien, ils n'ont, en réalité, retenu que les aspects extérieurs : les slogans de propagande, les réseaux politico-militaires, l'utilisation de la violence, etc.

Ils n'ont pas compris que ces méthodes n'avaient de sens que dans le contexte d'une grande lutte populaire et révolutionnaire. Mises au service de la cause adverse, c'est-à-dire de la cause du colonialisme, elles ont abouti à deux

immenses faillites.

Leur double échec — Indochine, Algérie — n'a cependant rien appris à ces officiers. Ils veulent maintenant utiliser leur fameuse « technique » dans leur propre pays, pour la conquête de leur propre peuple.

On pourrait rire de cette prétention si l'action de ces officiers n'avait pas déjà conduit à de multiples assassinats et si elle ne s'appuyait pas sur un certain nombre de facteurs non négligeables.

Le premier de ces facteurs est constitué par la population européenne d'Algérie. Cette population, on le sait, réagit avec passion devant la perspective d'une indépendance qui doit permettre à la majorité musulmane d'exercer ses droits de majorité. Nous

sommes persuadés que, mise devant le fait accompli d'un accord franco-algérien, une partie de cette population ouvrirait les yeux et chercherait à s'adapter à la réalité nouvelle. Mais tant que l'accord ne sera pas signé, les Français d'Algérie constitueront une masse de manœuvre idéale pour l'O.A.S.

Le deuxième facteur est lié à l'état d'esprit de l'armée elle-même. De nombreux officiers se refusent à admettre que la cause pour laquelle ils ont combattu sept ans en Indochine et sept ans en Algérie était une cause perdue d'avance, et ils reprochent — non sans raison — à de Gaulle de les avoir sur ce point longtemps trompés. Et puis, il y a aussi ces officiers qui ont commis des crimes monstrueux, qui ont fait de la torture une véritable institution et qui ne veulent pas avoir à rendre de comptes un jour de leurs actes. C'est le même état d'esprit qui anime ceux des policiers métropolitains qui ont les mains encore gluantes du sang de dizaines de travailleurs algériens. Ces gens sont prêts à tout pour éviter le châtement qu'ils méritent.

Un autre facteur qui joue en faveur de l'O.A.S., c'est la complicité d'une partie de la haute administration et du gouvernement. Le régime, issu du coup de force du 13 mai, demeure prisonnier de ses origines. Le sabotage, l'inertie et la désobéissance ne cessent de le ronger.

Enfin, le dernier facteur — peut-être le plus important — est constitué par l'apathie politique d'une partie de la population française elle-même. Que cette population désire la fin de la guerre d'Algérie et qu'elle ait horreur de la dictature militaire, voilà qui ne fait aucun doute. Mais il faut malheureusement ajouter que pour beaucoup de Français ces sentiments ne se traduisent par aucun geste concret. La politique paternaliste du régime

gaulliste, succédant aux déceptions de la IV^{ème} République, les pousse à une certaine indifférence et à un certain scepticisme. Ils ne croient plus à la vertu de leur propre action, c'est-à-dire aux possibilités de la démocratie.

Et c'est sur cela que comptent principalement les chefs de l'O.A.S. « Ils ne nous aiment pas, pensent-ils, mais si nous leur faisons suffisamment peur, ils nous subiront. » C'est le raisonnement de tous les fascismes.

Aussi, pour combattre l'O.A.S. et pour briser sa tentative, il faut commencer par lui opposer partout une force supérieure et une résolution plus forte. Les hommes qui rêvent de contraindre le peuple à « se coucher » devant eux doivent être recherchés, dénoncés et contraints, en chaque occasion, à la retraite et à la fuite.

Notre Comité politique national a fixé à ce propos des objectifs qui doivent être ceux de l'ensemble des forces populaires. Il faut, a-t-il dit :

- démasquer les éléments O.A.S. et les isoler dans leur milieu de travail et leur lieu d'habitation ;
- dénoncer toutes les complaisances dont ils bénéficient et notamment dans l'armée, la justice, la police, les administrations et les entreprises ;
- mettre en demeure les hommes politiques et les organisations ainsi que les personnalités connues de désavouer publiquement les activités de l'O.A.S. ;
- exiger des directions des entreprises commerciales et industrielles l'engagement de leur refus de cotiser à l'O.A.S. et sanctionner par des actions de masse tout refus ou violation de cet engagement ;
- assurer le contrôle permanent des installations et des administrations vitales et se préparer à prendre en main, en cas de putsch, la protection et le fonctionnement ;

- manifester par des actions publiques l'impossibilité technique pour l'O.A.S. de s'emparer du pouvoir.

Il va de soi que ces actions ne sont pas suffisantes et qu'il faut les inscrire dans le cadre d'un grand effort de mobilisation politique du pays tout

entier pour la paix et contre le fascisme.

Mais ne nous trompons pas: sans ces actions, la mobilisation se fera dans des conditions difficiles et l'O.A.S. ne sera pas détruite.

Gilles MARTINET.

Tribune Socialiste n° 81

23 décembre 1961

Page 3